

*Initiatives ministérielles*

On peut peut-être parler de lien, mais pas de ce genre de lien pour l'instant. Je vous l'accorde, il y a beaucoup de problèmes, mais nous ne pouvons pas les régler tous. Celui dont nous discutons ce soir, et nous en sommes presque à la onzième ou à la douzième heure, c'est Saddam Hussein et son viol du Koweït, la situation impossible dans laquelle se trouve le peuple koweïtien et le fait que c'est la question à régler. Nous devons trouver des moyens de le faire sans déclencher une conflagration: un holocauste nucléaire, une guerre bactériologique ou une guerre chimique, avec ses conséquences sur nous tous.

Le Canada a donc une responsabilité morale à laquelle il ne peut pas se soustraire. Nous ne laissons pas entendre que nous devrions nous y dérober, mais bien que nous devons choisir le moment opportun pour le Canada.

**M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca):** Monsieur le Président, c'est une bonne chose que cette occasion se présente devant tant de députés, car je ne suis pas en désaccord fondamental avec ce que la députée vient de dire. Elle dépeint un objectif idéalisé. Je fais ressortir certaines des incohérences de la position actuelle du gouvernement canadien. Je pense qu'il faut les saisir.

C'est le premier ministre qui a fait état des révélations d'Amnistie Internationale. C'est moi qui ai rappelé à la Chambre que c'est le premier ministre qui avait mentionné la qualité du travail d'Amnistie internationale. Un de nos partenaires, ici, ne paraît pas très bien en ce qui concerne la qualité de son travail.

Le lien dont j'ai parlé n'est pas celui qui a été défini par Saddam Hussein. Je suis tout à fait d'accord avec la députée, il n'est pas dans une situation où il peut définir quoi que ce soit. C'est lui l'agresseur, mais certains de nos partenaires ont défini des liens.

Ce que je voulais porter à l'attention de la députée, c'est le lien défini par la Syrie, qui est actuellement un de nos partenaires. Le lien de M. Assad, c'est que si Israël est attaqué et répond, il se retirera de l'alliance. Quel genre de partenaire est-ce là? La même chose vaut en ce qui concerne le président Mubarak d'Égypte. Par ailleurs, tout cela ne se produit pas isolément. Qui a armé l'Irak jusqu'aux dents? L'Union soviétique d'une part, mais aussi les États-Unis et la France.

Je fais simplement remarquer qu'il y a des liens dans d'autres directions et je ne voulais pas laisser passer

l'occasion de faire remarquer que le lien est plus qu'une simple définition, point sur lequel on s'entend.

**Mme Finestone:** Monsieur le Président, il n'y a pas de doute que la guerre conduit à d'étranges rapprochements. Cela ne fait aucun doute.

Je voudrais dire que la question des liens a plus à faire avec le pouvoir, la recherche du pouvoir et la direction du monde arabe. Ce n'est pas le pétrole, et c'est pour cela que le discours de la Syrie est si ambigu. C'est pour cela que les liens seront un problème.

Relativement à ce que fait le premier ministre, je n'ai pas l'intention de mentionner combien il est impopulaire. Je suis beaucoup plus préoccupée par les fils et filles du Canada qui seront dans cette guerre, par ce qu'ils devront considérer et par les réponses que nous leur donnerons en tant que leurs représentants élus ayant une responsabilité morale.

**L'hon. Kim Campbell (ministre de la Justice et procureur général du Canada):** Monsieur le Président, c'est un plaisir d'intervenir dans ce débat très important.

Je voudrais commenter brièvement les remarques de la députée de Mount Royal qui étaient très éloquentes et très énergiques. Je crois qu'elle a fort bien expliqué la question quand elle a franchement déclaré que «trop, c'est trop».

Mais la question est justement de savoir quand ce point de saturation est atteint. Ce qu'il y a de frustrant dans la situation à laquelle nous faisons face au Moyen-Orient, c'est cette difficulté de déterminer quand ce point est atteint.

En tant que ministérielle, je dois reconnaître que je n'imagine pas de question aussi difficile à résoudre. C'est certes une question qui nous occupe et qui nous préoccupe depuis quelque temps.

Je crois que nous devons faire le point sur notre situation. La décision fondamentale prise par les pays du monde visait à empêcher l'Irak de perpétrer une autre agression après avoir occupé le Koweït. Cette décision ne consistait pas simplement à interdire le commerce maritime dans le Golfe. C'était, sous bien des rapports, une décision prise après coup, qui entraînait également le débarquement de forces armées en Arabie Saoudite pour empêcher toute avance de l'occupation militaire irakienne.